

émancipation

C'est quand qu'on va où ?

La défaite sarkozienne aurait-elle repeint l'avenir en rose ? Alors que la crise du capitalisme poursuit la destruction des droits sociaux, le nouveau pouvoir ne propose que la purge et la compétitivité : l'amélioration du sort des salariéEs pourrait-elle venir de l'austérité généralisée pour la survie du capitalisme ?

CertainEs pourront trouver du positif dans le récent rapport sur l'École (plus de maîtres que de classes, réaffirmation de l'enseignement pré-élémentaire...). C'est oublier que nombre de mesures précédentes demeurent et que le carcan budgétaire impose des redéploiements entre ministères qui rendent illusoire la réhabilitation des services publics.

La FSU doit ouvrir d'autres perspectives en rupture avec le système capitaliste : annulation de la dette, expropriation des banques et grands groupes sous contrôle des salariéEs... Elle doit exiger comme préalable l'abrogation de la loi Fillon (sur les lycées, le "socle commun"...), du LPC, de la "mastérisation", des lois LRU, LMD, de la RGPP... et organiser la lutte :

- pour une école émancipatrice, égalitaire, coopérative, sans hiérarchie entre les savoirs ;
- pour une école laïque, ce qui nécessite l'abrogation de toutes les lois anti-laïques ;
- pour des revendications unifiantes pour les travailleurEs, dont des augmentations uniformes de salaire ;
- pour le réemploi et la titularisation sans conditions de touTEs les non titulaires, et pour l'arrêt du recrutement de précaires.

Cela implique d'en finir avec l'orientation de la direction UA-EE de la FSU bercée par le leurre du "dialogue social" qui la condamne à accompagner l'application des politiques gouvernementales dictées par une Union Européenne inféodée au capitalisme financier.

La FSU doit faire vivre un autre syndicalisme :

- qui combat pour des mesures immédiates pour tous les personnels : rétablissement de tous les postes supprimés et création des postes nécessaires pour la seule école publique ;
- qui agit pour la défense intransigeante des droits et libertés publiques, pour la régularisation de touTEs les sans-papiers ;
- s'appuyant sur les secteurs mobilisés, pour construire des luttes durables (plutôt que les grèves de 24 h) portées par l'auto-organisation (AG souveraines, coordinations...), et sur des intersyndicales orientées vers la construction des grands mouvements d'ensemble Public-Privé nécessaires à la reconquête de nos droits.

Pour une FSU revendicative et combative,

VOTEZ ÉMANCIPATION